

**Point de presse de la porte-parole -
Droits de l'Homme/Prix
franco-allemand des droits de
l'Homme et de l'Etat de droit -
Environnement/Déplacement de M.
Jean-Baptiste Lemoyne au sommet
Africités - Cambodge/Justice
internationale - Affaire Khashoggi
(Paris, 21 novembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Droits de l'Homme - Prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'Etat de droit (21 novembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et son homologue allemand, M. Heiko Maas, ont annoncé ce 21 novembre les lauréats du prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'Etat de droit. Les ministres ont déclaré, à cette occasion : "alors que nous célébrons cette année le 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la France et l'Allemagne rendent hommage à 15 personnalités qui défendent courageusement les droits de l'Homme partout dans le monde. À travers eux, nos deux pays honorent l'ensemble des défenseurs des droits dont l'action est trop souvent ignorée et entravée, et expriment leur gratitude et leur reconnaissance à tous ceux qui oeuvrent au quotidien pour que cette déclaration ne reste pas lettre morte".

Depuis 2016, le prix est décerné chaque année à des personnalités qui ont contribué de façon exceptionnelle à la protection et à la promotion des droits de l'Homme et de l'Etat de droit dans leur pays et au niveau international. Ce prix rappelle l'engagement constant de la France et de l'Allemagne en faveur des droits de l'Homme et de l'Etat de droit et contribue à renforcer leur coopération dans ce domaine.

Les lauréats de l'édition 2018 du prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'Etat de droit sont :

- Mme Vuyiseka Dubula-Majola (Afrique du Sud) ;
- Mme Chak Sopheap (Cambodge) ;
- M. Yu Wensheng (Chine) ;

- Mme Aminata Traoré (Côte d'Ivoire) ;
- M. Mohamed Lotfy (Egypte) ;
- M. Alfredo Okenve (Guinée équatoriale) ;
- M. Nityanand Jayaraman (Inde) ;
- Mme Hessen Sayah Corban (Liban) ;
- Mme Mekfoula Mint Brahim (Mauritanie) ;
- Mme Liz Chicaje Churay (Pérou) ;
- M. Oyub Titiev (Russie) ;
- M. Anwar al-Bunni (Syrie) ;
- M. Daoud Nassar (Territoires palestiniens) ;
- Mme Sirikan Charoensiri (Thaïlande) ;
- Mme Susana Raffalli Arismendi (Venezuela).

2 - Environnement - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne au sommet Africités (Marrakech, 22 novembre 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra à Marrakech le jeudi 22 novembre, à l'occasion de la huitième édition du "sommet Africités". Cet événement, placé sous le thème "transition vers des villes et des territoires durables", rassemblera des acteurs de la vie locale de l'ensemble du continent africain. Ce déplacement s'inscrit dans la préparation du prochain Sommet Afrique-France en 2020, annoncé par le Président de la République à Ouagadougou en novembre 2017 et qui sera consacré à la ville durable.

À Marrakech, le secrétaire d'Etat interviendra lors de la plénière d'ouverture de la journée climat du "sommet Africités". Il rappellera la priorité que la France accorde à la lutte contre les

dérèglements climatiques dans la perspective de la COP24 à Katowice du 3 au 14 décembre et de l'événement "One Planet", qui se tiendra à Nairobi en 2019.

M. Jean-Baptiste Lemoyne rencontrera plusieurs décideurs africains et abordera les enjeux liés à la durabilité des villes africaines. Il présidera notamment une rencontre entre le maire de Bamako et la première délégation d'entreprises françaises à participer à un "sommet Africités".

M. Jean-Baptiste Lemoyne s'entretiendra également avec la secrétaire d'Etat marocaine Mme Nezha El Ouafi, afin de faire le point sur la coopération très étroite entre la France et le Maroc en matière de développement durable.

3 - Cambodge - Justice internationale (16 novembre 2018)

La France salue la décision historique des chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens du 16 novembre dernier, qualifiant de génocide les actions perpétrées par les khmers rouges à l'encontre des Vietnamiens, de la communauté musulmane des Chams et d'autres minorités religieuses.

La France soutient le travail des chambres extraordinaires depuis leur établissement en 2006 et continuera d'appuyer leurs travaux, en contribuant au renforcement de la justice internationale et à la consolidation de la paix et de l'Etat de droit au Cambodge.

La France rappelle son engagement déterminé en faveur de la lutte contre l'impunité.

4 - Arabie saoudite

Q - Quand le ministre dit que le compte n'y est pas sur l'affaire Khashoggi, concrètement qu'attendez-vous de l'Arabie saoudite, vu que le procureur général d'Arabie saoudite a déjà annoncé avoir requis la peine de mort à l'encontre de cinq des 11 suspects inculpés dans l'enquête ?

R - Comme l'a déclaré le ministre de l'Europe et des affaires étrangères M. Jean-Yves Le Drian, nous demandons que les responsabilités soient clairement établies et que les auteurs des faits en répondent dans le cadre d'un véritable procès.

Q - Quelle est la réaction de la France à la position du président Trump sur l'affaire Khashoggi : implication de MBS ou pas dans le meurtre ? Le président Trump n'entend pas sacrifier l'alliance avec Riyad ? Est-ce que le renseignement français a écouté les enregistrements donnés par M. Erdogan ?

R - Nous avons pris note des déclarations américaines. Le ministre a rappelé notre position à plusieurs reprises, et la concertation avec nos partenaires européens sur des mesures

pertinentes à l'encontre des individus responsables.

Nous ne nous exprimons pas sur les questions relevant de services ne dépendant pas de ce ministère./.